Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité d'Inverness | 32058 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,		
Je soussigné(e), Marie-Pier Pelletier, suis responsable de la préparation du Rapport financie 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.	er de Mur	icipalité d'Inverness pour l'exercice terminé le
[Originale signée]		
Signature	Date	12 mars 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS, (I' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), présentées aux pages S17, S18 et S23, et portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux

Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme

nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci

résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Rapport financier 2023 | S6 | | 1 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- · nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- · nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- · nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière:
- · nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- · nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Rapport financier 2023 | S6 | | 2 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GROUPE RDL THETFORD/PLESSIS INC., Société de comptables professionnels agréés

Par: Sarah Gilbert, CPA auditrice

Plessisville, 2024-03-12

Rapport financier 2023 | S6 |

ÉTAT DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisatio	ns
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	2 182 169	2 222 736	2 096 890
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 422	7 702	8 419
Quotes-parts	3			
Transferts	4	681 411	1 851 971	813 086
Services rendus	5	87 798	159 441	136 842
Imposition de droits	6	57 374	94 431	68 566
Amendes et pénalités	7		1 720	1 195
Revenus de placements de portefeuille	8	10 000	46 182	22 203
Autres revenus d'intérêts	9	8 000	8 937	11 166
Autres revenus	10	10 000	41 937	(10 514)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises				, ,
municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 047 174	4 435 057	3 147 853
Charges				
Administration générale	14	501 395	512 112	459 714
Sécurité publique	15	356 267	368 649	342 087
Transport	16	1 102 337	1 358 276	1 167 286
Hygiène du milieu	17	289 757	325 754	332 511
Santé et bien-être	18	43 384	39 093	34 373
Aménagement, urbanisme et développement	19	265 009	259 543	202 078
Loisirs et culture	20	144 314	299 342	218 445
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	53 970	51 270	25 751
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 756 433	3 214 039	2 782 245
Excédent (déficit) de l'exercice	25	290 741	1 221 018	365 608
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		12 784 060	12 418 452
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		12 784 060	12 418 452
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		14 005 078	12 784 060

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 334 919	1 359 643
Débiteurs (note 5)	2	2 261 917	1 172 571
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	4 888	10 773
	8	3 601 724	2 542 987
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	600 000	500 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	360 547	332 808
Revenus reportés (note 11)	12	46 104	69 983
Dette à long terme (note 12)	13	1 472 596	424 345
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	2 479 247	1 327 136
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 122 477	1 215 851
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	12 812 605	11 504 176
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 963	6 000
Stocks de fournitures	20	58 033	58 033
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	12 882 601	11 568 209
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	14 005 078	12 784 060
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	14 005 078	12 784 060
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	14 005 078	12 784 060

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Rapport financier 2023 | S8 | | 5 |

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisation	ıs
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	290 741	1 221 018	365 608
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 ()(1 753 581)(684 527)
Produit de cession	3		22 350	11 858
Amortissement	4		436 742	420 562
(Gain) perte sur cession	5		(13 940)	22 704
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 308 429)	(229 403)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(5 963)	(1 531)
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			26 812
	13		(5 963)	25 281
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	290 741	(93 374)	161 486
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		1 215 851	1 054 365
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		1 215 851	1 054 365
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		1 122 477	1 215 851

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

Rapport financier 2023 | S9 |

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 221 018	365 608
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	436 742	420 562
Autres			
Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(13 940)	22 704
Variation nette des éléments hors caisse	4	1 643 820	808 874
Débiteurs	5	(1 089 346)	195 306
Autres actifs financiers	6	5 885	(5 885)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	27 739	(265 753)
Revenus reportés	8	(23 879)	(1 603)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(23 073)	(1003)
Propriétés destinées à la revente	10	(5 963)	(1 531)
Stocks de fournitures	11	(5 905)	(1 551)
			26 042
Autres actifs non financiers	12	FF0.0FC	26 812
	13	558 256	756 220
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (1 753 581)(684 527)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	22 350	11 858
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 731 231)	(672 669)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations			
dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 125 100	
Remboursement de la dette à long terme	25 (77 700) (109 471)
Variation nette des emprunts temporaires	26	100 000	500 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	851	852
Autres			
•	28.1		
	29	1 148 251	391 381
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(24 724)	474 932
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 359 643	884 711
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 359 643	884 711
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 334 919	1 359 643

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est un organisme municipal régi par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour mauvaises créances, la valeur nette de réalisation des stocks, la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables.

Constatation des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- · Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- · Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- · Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

- · Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- · Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de la dette correspondante. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures: 20-40 ans

Bâtiments : 40 ans Véhicules : 10-20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5-10 ans Machinerie, outillage et équipements divers : 5-10 ans

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

J) Autres éléments

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la municipalité détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Outre les nouvelles exigences en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, l'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 334 919	1 359 643
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
•	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 334 919	1 359 643
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 334 919	1 359 643
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	162 107	95 666
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et			
ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Fonds de roulement, réserve pour les boues et réserve pour les élections.

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	46 833	32 357
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 847 662	930 054
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	323 716	140 087
Organismes municipaux	13	84	84
Autres			
Mutations à recevoir	14.1	27 596	12 915
Autres comptes à recevoir	14.2	16 026	57 074
	15	2 261 917	1 172 571
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	648 374	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	648 374	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	101 583	36 181
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 100	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 522 865	779 221
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	221 114	114 652
	27	1 847 662	930 054
Note			
6. Prêts			
		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
•	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		
Note			
7. Placements de portefeuille			
		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Tuttoo piacomonio	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		
1 TOVISION POUR MONTS-VALUE GEGUILLE GES PIACEMENTS DE PORTEIEUME			

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	4 888	10 773
Autres	39		
	40	4 888	10 773

Note

9. Emprunts temporaires

L'emprunt bancaire autorisé au montant de 350 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel et est renégociable annuellement. L'emprunt temporaire autorisé au montant de 1 670 068 \$ porte intérêts au taux préférentiel. L'emprunt temporaire est renégociable annuellement.

10. Créditeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	134 577	210 451
Salaires et avantages sociaux	42	35 984	35 984
Dépôts et retenues de garantie	43	95 253	17 584
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
 Organismes municipaux 	45.1	68 485	35 007
 Intérêts 	45.2	26 248	2 666
Gouvernement du Québec	45.3		31 116
	46	360 547	332 808

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49	11 741	
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
 Subvention gouvernement du Canada 	52.1	32 318	69 983
 Subvention sentier nourricier 	52.2	2 045	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
•	60.1		
	61	46 104	69 983

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'ir	Taux d'intérêt		ance			
	de	à	de	à		2023	2022
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	4,57	2025	2028	62	1 224 300	426 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					68		
Autres	6,23	6,23	2033	2033	69	250 000	
					70	1 474 300	426 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (1 704)(2 555)
					72	1 472 596	424 345

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligation	is et billets	Autres dettes à long terme		g terme	Total 2023	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition		Autres		
2024	73		149 500			25 000	174 500	
2025	74		154 300			25 000	179 300	
2026	75		266 700			25 000	291 700	
2027	76		81 000			25 000	106 000	
2028	77		572 800			150 000	722 800	
2029 et plus	78							
	79		1 224 300			250 000	1 474 300	
Intérêts et frais								
accessoires	80		()	()	
	81		1 224 300			250 000	1 474 300	

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et			
autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs			
à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	18 893	16 173
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
·	90	18 893	16 173

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
•	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

^{1.} La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

15. Immobilisations corporelles		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102				
Eaux usées	103	2 843 891			2 843 891
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,		2010001			201000
tunnels et viaducs	104	7 920 790	128 922		8 049 712
Autres		7 020 700	120 022		0 0 10 1 12
• Parcs	105.1	407 262	132 324		539 586
 stationnements et éclairages 	105.2	29 826	18 736		48 562
Réseau d'électricité	106	25 020	10 7 00		40 002
Bâtiments	107	2 593 350	54 008		2 647 358
Améliorations locatives	108	2 000 000	J+ 000		2 047 330
Véhicules	109	1 524 167	123 483	168 204	1 479 446
	110	49 096	9 052	100 204	58 148
Ameublement et équipement de bureau					
Machinerie, outillage et équipement divers	111	178 157	71 607		249 764
Terrains	112	212 748	3 942		216 690
Autres	113	4====	= 10 0= 1	400.004	10.100.1==
	114	15 759 287	542 074	168 204	16 133 157
mmobilisations en cours	115	242 965	1 211 507		1 454 472
	116	16 002 252	1 753 581	168 204	17 587 629
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117				
Eaux usées	118	1 061 236	71 098		1 132 334
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,	110	1 001 200	71 030		1 102 00-
tunnels et viaducs	119	1 880 036	203 497		2 083 533
Autres	113	1 000 030	203 431		2 003 330
Parcs	120.1	307 159	10 230		317 389
Stationnements et éclairages Décommunitée de la faction de la fact	120.2	1 588	1 960		3 548
Réseau d'électricité	121	500.400	00.700		045.040
Bâtiments	122	582 166	63 783		645 949
Améliorations locatives	123	= 40.044	0= 040	4-0-04	4=0.000
Véhicules	124	543 914	65 910	159 794	450 030
Ameublement et équipement de bureau	125	38 960	2 832		41 792
Machinerie, outillage et équipement divers	126	83 017	17 432		100 449
Autres	127				
	128	4 498 076	436 742	159 794	4 775 024
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	11 504 176			12 812 605
Biens loués en vertu de contrats					
de location-acquisition inclus					
dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
		\/	\ / /		
Amortissement cumulé	131 ()()()(
Valeur comptable nette	132			<u>.</u>	

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	16 851	16 773
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136	16 851	16 773
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8) Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste	137	4 888	10 773
« Propriétés destinées à la revente »	138	11 963	6 000

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
•	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
•	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2023	2022
Frais payés d'avance			
•	144.1		
Autres			
•	145.1		
	146		

Note

19. Obligations contractuelles

Matières résiduelles

La municipalité a signé un contrat pour l'enlèvement, le transport et l'enfouissement des déchets solides et des déchets volumineux venant à échéance en 2024. Le coût par tonne métrique, excluant les taxes applicables, est de 221 \$ pour 2024.

La municipalité a signé un contrat pour l'enlèvement, le transport et le traitement des matières récupérables venant à échéance en 2024. Le coût par tonne métrique, excluant les taxes applicables, est de 516 \$ pour 2024.

20. Droits contractuels

PRABAM

Dans le cadre du programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux (PRABAM), la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 75 000 \$ pour des travaux. À la date des états financiers, un montant de 2 100 \$ était comptabilisé à recevoir.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

		Montant initial	Solde des cautionnements		
Description		des cautions		2022	
Emprunts temporaires					
•	147.1				
	148				
Dettes à long terme					
•	149.1				
	150				
	151				

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités).

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie</u>

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variable. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Taux fixe: Emprunt temporaire: 250 000 \$, Dette à long terme: 1 224 300 \$

Taux variable: Trésorerie et équivalent de trésorerie: 1 209 279 \$, Emprunt temporaire: 600 000 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 3 593 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023.

26. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière Prêt

Après la fin d'exercice, la municipalité a octroyé un prêt de 250 000 \$, encaissable par versements annuels de 25 000 \$ plus les intérêts au taux de 8 %, échéant en janvier 2034.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES RÉSULTATS DÉTAILLÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalisations 2023		Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 182 169	2 222 736		2 222 736	2 096 890
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 422	7 702		7 702	8 419
Quotes-parts	3					
Transferts	4	681 411	676 578		676 578	620 181
Services rendus	5	87 798	159 441		159 441	136 842
Imposition de droits	6	57 374	94 431		94 431	68 566
Amendes et pénalités	7		1 720		1 720	1 195
Revenus de placements de portefeuille	8	10 000	46 182		46 182	22 203
Autres revenus d'intérêts	9	8 000	8 937		8 937	11 166
Autres revenus	10	10 000	26 190		26 190	(10 514)
Effet net des opérations de restructuration	11					, ,
	12	3 047 174	3 243 917		3 243 917	2 954 948
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		1 175 393		1 175 393	192 905
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		15 747		15 747	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises						
municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
·	21		1 191 140		1 191 140	192 905
	22	3 047 174	4 435 057		4 435 057	3 147 853
Charges						
Administration générale	23	501 395	507 735	4 377	512 112	459 714
Sécurité publique	24	356 267	361 277	7 372	368 649	342 087
Transport	25	1 102 337	1 068 697	289 579	1 358 276	1 167 286
Hygiène du milieu	26	289 757	249 160	76 594	325 754	332 511
Santé et bien-être	27	43 384	39 093		39 093	34 373
Aménagement, urbanisme et développement	28	265 009	258 798	745	259 543	202 078
Loisirs et culture	29	144 314	241 267	58 075	299 342	218 445
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	53 970	51 270		51 270	25 751
Effet net des opérations de restructuration	32		. =			
Amortissement des immobilisations corporelles						
et des actifs incorporels achetés	33		436 742 (436 742)		
	34	2 756 433	3 214 039	= /	3 214 039	2 782 245
Excédent (déficit) de l'exercice	35	290 741	1 221 018		1 221 018	365 608

| 24 | Rapport financier 2023 | S12 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	290 741	1 221 018	365 608
Moins : revenus d'investissement	2 ()(1 191 140)(192 905)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice	,	, ,	, ,	
avant conciliation à des fins fiscales	3	290 741	29 878	172 703
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		436 742	420 562
Produit de cession	5		22 350	11 858
(Gain) perte sur cession	6		(13 940)	22 704
Réduction de valeur / Reclassement	7		,	
	8		445 152	455 124
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		11 622	3 385
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		11 622	3 385
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (138 800)(77 700)(109 471)
	18	(138 800)	(77 700)	(109 471)
Affectations		,	,	,
Activités d'investissement	19 (101 500)(134 859)(190 903)
Excédent (déficit) accumulé	•	, ,	, ,	,
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			14 000
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(50 441)	(66 441)	(39 141)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	,	,	, ,
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(151 941)	(201 300)	(216 044)
	26	(290 741)	177 774	132 994
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice		,		
à des fins fiscales	27		207 652	305 697

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 191 140	192 905
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 ()(4 325)
Sécurité publique	3 (40 610)(10 541)
Transport	4 (1 556 763)(375 882)
Hygiène du milieu	5 (53 775)(10 091)
Santé et bien-être	6 ()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (32 082)()
Loisirs et culture	8 (70 351)(283 688)
Réseau d'électricité	9 ()()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10)(,)
	11 (1 753 581)(684 527)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (11 700)(10 800)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement			
et participations dans des entreprises municipales			
et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ()()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	476 726	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	134 859	190 903
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	126 478	104 585
Réserves financières et fonds réservés	18		208 204
	19	261 337	503 692
	20	(1 027 218)	(191 635)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	163 922	1 270

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CHARGES PAR OBJETS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisatio	ns
	_	2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	611 011	596 131	538 523
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	134 891	127 080	113 806
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 375 635	1 424 817	1 163 795
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long				
terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	53 970	23 434	8 093
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	11		19 572	
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	820	8 264	17 658
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	498 912	498 912	405 213
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	81 194	79 087	114 595
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		436 742	420 562
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
•	21.1			
	22	2 756 433	3 214 039	2 782 245

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 917 476	1 655 503
Excédent de fonctionnement affecté	2	16 165	143 970
Réserves financières et fonds réservés	3	250 705	95 666
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()()
Financement des investissements en cours	5	(182 798)	(205 128)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	12 003 530	11 094 049
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
w /	8	14 005 078	12 784 060
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 917 476	1 655 503
Organismes contrôlés et partenariats¹	10		
	11	1 917 476	1 655 503
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
Mise à niveau du terrain de balle	12.1		5 490
Chute Lysander	12.2	16 165	23 384
Équipement à neige	12.3		115 096
	13	16 165	143 970
Organismes contrôlés et partenariats¹			
•	14.1		
	15		
	16	16 165	143 970

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
 Vidanges eaux usées 	17.1	25 000	15 000
	18	25 000	15 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	125 457	75 016
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	88 598	
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	11 650	5 650
Autres			
•	30.1		
	31	225 705	80 666
	32	250 705	95 666

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007	,	, (,
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()()
Autres	37 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()()
	39 ()()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()()
Assainissement des sites contaminés	41 ()()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()()
Autres	'	/(,
	44.1 ()()
	45 ()()
Autres mesures d'allègement fiscal	\	/\	
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	46 ()()
Utilisation du fonds de roulement	47 ()()
Mesures relatives à la COVID-19	`	/\	,
Utilisation du fonds général	48 ()()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(ý
Autres	`	/\	,
	50.1 ()()
	51 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	,	, (,
Mesure relative à la TVQ	52 ()()
Mesure relative à la COVID-19	53 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()()
Autres			
_	56.1 ()()
	57 ()()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	58		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de			
portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement			
liés à des emprunts de fonctionnement	61		
Autres			
•	62.1		
	63		
	64 ()()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	250 000	
Investissements à financer	66 (432 798)(205 128)
	67	(182 798)	(205 128)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	12 812 605	11 504 176
Propriétés destinées à la revente	69	16 851	16 773
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
<u> </u>	73	12 829 456	11 520 949
Ajustements aux éléments d'actif	74		
<u> </u>	75	12 829 456	11 520 949
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (1 472 596)(424 345)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (1 704)(2 555)
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	78	648 374	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (825 926)(426 900)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ()()
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	83 (825 926)(426 900)
	84	12 003 530	11 094 049

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés

Charge de l'exercice

Régimes supplémentaires de retraite	2		
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres rel	nseignements		
		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		-
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12 ()(,
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur			
des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(,
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21 ()(•
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs	,	, ,	•
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23		-
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
•	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		

Rapport financier 2023 | S24 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés			
comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur			
des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
•	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

53

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice Régimes d'avantages complémentaires de retraite

Autres avantages sociaux futurs

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuariell	le (s'il y a lieu) et autr	es renseignements	
	20)23 2	022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56 ()()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice			
avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages			
dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

Rapport financier 2023 | S24 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de			
régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
•	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	,,	,
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	/\	,
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite			
<u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
	00		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		0/	0/
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
•	103.1		

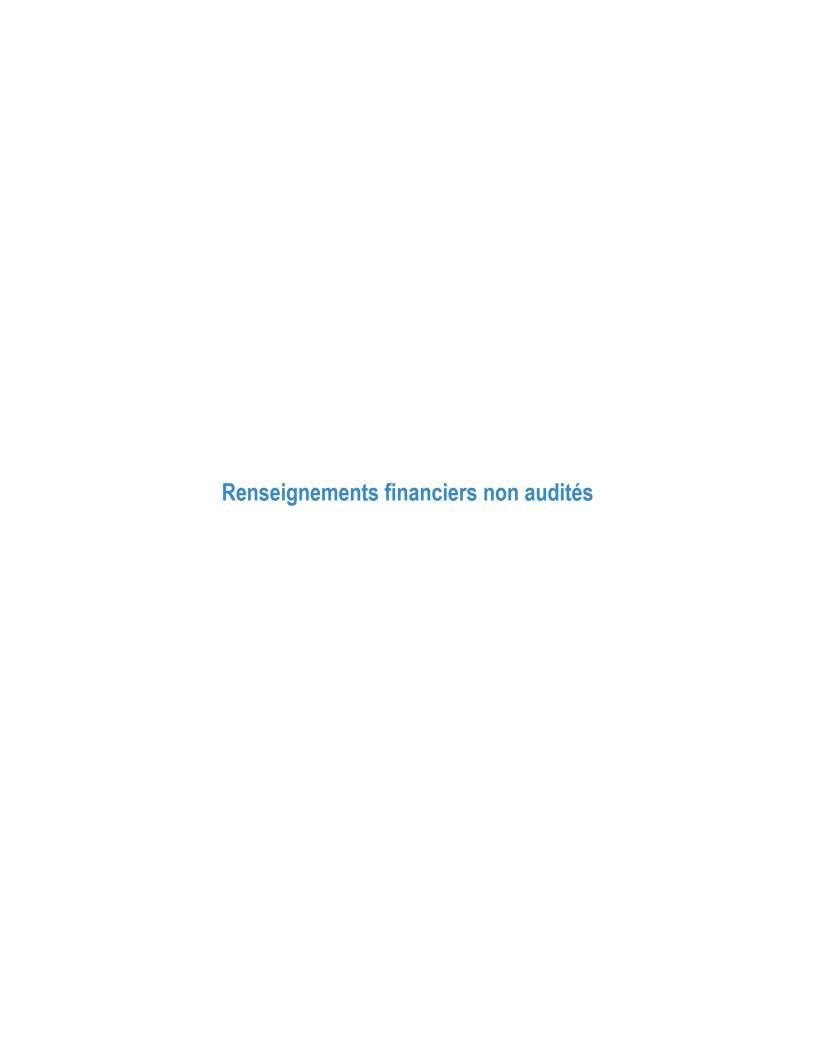
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES			
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		
D) AUTRES RÉGIMES			
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
REER individuel			
		2023	2022
Charge de l'eversies			
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
	113		
Régime de retraite simplifié REER	114	18 893	16 173
	115	10 093	10 173
Autres régimes	116	18 893	16 173
EL DÉCIMES DE DETDAITE DES ÉLUS MUNICIDALIS			
E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX			
		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Rapport financier 2023 | S24 |

Note



TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	1 976 010	1 844 094
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	13 272	13 085
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le			
service de l'eau	5		
Réserve financière pour le			
service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	1 989 282	1 857 179
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12		
Égout	13	40 328	35 844
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	155 953	165 843
Autres			
•	16.1		
Centres d'urgence 9-1-1	17	5 326	5 500
Service de la dette	18	31 847	32 524
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	233 454	239 711
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	233 454	239 711
	27	2 222 736	2 096 890

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES			
ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du			
gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise			
d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	5 927	6 670
Immeubles de certains gouvernements			
et d'organismes internationaux	34		
•	35	5 927	6 670
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	1 775	1 749
Taxes d'affaires	38		
	39	1 775	1 749
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	7 702	8 419

TRANSFERTS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE			
PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS -			
FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	19 144	
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49		
Sécurité civile	50		
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	432 262	429 658
Enlèvement de la neige	53	103 321	103 368
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63		
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67	3 016	5 499
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		5 232
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	77		
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	81	3 870	1 747
Activités culturelles			
Bibliothèques	82		
Autres	83	20 823	
Réseau d'électricité	84		
	85	582 436	545 504

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		2 100
Sécurité publique	00		2 100
Police	87		
Sécurité incendie	88	37 665	
Sécurité civile	89	0. 000	1 603
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	1 026 361	26 721
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103	63 866	
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		2020	LVLL
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120	47 501	162 481
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	1 175 393	192 905

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation			
municipale	125		
Péréquation	126		
Neutralité	127		
Partage des redevances sur les			
ressources naturelles	128		
Compensation pour la collecte sélective			
de matières recyclables	129	71 030	63 176
Fonds de développement des territoires	130		
Contributions des automobilistes pour le			
transport en commun — Droits			
d'immatriculation	131		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	14 383	11 501
Soutien à la compétence de			
développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
Autres	134	8 729	
	135	94 142	74 677
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 851 971	813 086

SERVICES RENDUS		Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
Sécurité publique			
Police	141		
Sécurité incendie	142		
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	146	6 364	8 136
Enlèvement de la neige	147	8 126	7 090
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151	14 490	15 226
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	156		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162	11 170	7 368
Autres	163		
	164	11 170	7 368

non audite	B(P - 0	D/ P (
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES		
MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	165	
Autres	166	
	167	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	168	
Rénovation urbaine	169	
Promotion et développement économique	170	
Autres	171	
	172	
oisirs et culture		
Activités récréatives	173	
Activités culturelles		
Bibliothèques	174	
Autres	175	
	176	
Réseau d'électricité	177	
	178 25	5 660 22 5

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	179		
Évaluation	180	2 642	2 305
Autres	181	10 381	18 045
	182	13 023	20 350
Sécurité publique			
Police	183		
Sécurité incendie	184		
Sécurité civile	185		
Autres	186		
	187		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	188	475	14 804
Enlèvement de la neige	189		
Autres	190		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	191		
Transport adapté	192		
Transport scolaire	193		
Autres	194		
Autres	195		
	196	475	14 804
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de			
l'eau potable	197		
Réseau de distribution de l'eau potable	198		
Traitement des eaux usées	199		
Réseaux d'égout	200	1 938	1 888
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	201		
Matières recyclables	202		
Autres	203		
Cours d'eau	204		
Protection de l'environnement	205		
Autres	206		
	207	1 938	1 888

		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2023	2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	208		
Sécurité du revenu	209		
Autres	210	18 959	13 996
	211	18 959	13 996
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	212		
Rénovation urbaine	213		
Promotion et développement économique	214		
Autres	215		
	216		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	217		
Activités culturelles			
Bibliothèques	218		
Autres	219	99 386	63 210
	220	99 386	63 210
Réseau d'électricité	221		
	222	133 781	114 248
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	159 441	136 842

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	224	8 750	13 770
Droits de mutation immobilière	225	85 681	54 796
Droits sur les carrières et sablières	226		
Autres	227		
	228	94 431	68 566
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	1 720	1 195
REVENUS DE PLACEMENTS			
DE PORTEFEUILLE	230	46 182	22 203
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	8 937	11 166
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations			
corporelles	232	13 940	(22 704)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels			, ,
achetés	233		
Produit de cession de propriétés destinées			
à la revente	234	10 000	10 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et			
sur cession de placements	235		
Contributions des promoteurs	236		
Contributions des automobilistes pour le			
transport en commun — Taxe sur l'essence	237		
Contributions des organismes municipaux	238		
Autres contributions	239	15 747	
Redevances réglementaires	240		
Autres	241	2 250	2 190
	242	41 937	(10 514)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE			
RESTRUCTURATION	243		

ANALYSE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité			Réalisations 2023		Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	55 919		55 919	49 753
Greffe et application de la loi	2	3 832		3 832	2 367
Gestion financière et administrative	3	223 828	4 377	228 205	203 116
Évaluation	4	88 819		88 819	78 850
Gestion du personnel	5				
Autres					
 Assurances et entretiens 	6.1	130 991		130 991	108 106
 Dons et contributions 	6.2	4 346		4 346	17 522
	7	507 735	4 377	512 112	459 714
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	159 955		159 955	150 014
Sécurité incendie	9	196 592	5 468	202 060	184 450
Sécurité civile	10	2 073	1 904	3 977	5 195
Autres	11	2 657		2 657	2 428
	12	361 277	7 372	368 649	342 087
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	13	665 625	247 211	912 836	708 479
Enlèvement de la neige	14	351 165	40 565	391 730	418 674
Éclairage des rues	15	5 433	1 119	6 552	8 398
Circulation et stationnement	16				
Transport collectif					
Transport en commun	17	30 032		30 032	15 735
Transport aérien	18				
Transport par eau	19				
Autres	20	16 442	684	17 126	16 000
	21	1 068 697	289 579	1 358 276	1 167 286

| 50 | Rapport financier 2023 | S28 |

Non audité			Réalisations 2023		Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	22				
Réseau de distribution de l'eau potable	23				
Traitement des eaux usées	24	35 654	76 594	112 248	121 961
Réseaux d'égout	25				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	51 712		51 712	69 045
Élimination	27	28 223		28 223	28 593
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	58 156		58 156	63 864
Tri et conditionnement	29	11 727		11 727	6 083
Matières organiques					
Collecte et transport	30				1 272
Traitement	31				
Matériaux secs	32				
Autres	33				
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36	40 675		40 675	26 861
Protection de l'environnement	37	22 785		22 785	14 308
Autres	38	228		228	524
	39	249 160	76 594	325 754	332 511
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	10 627		10 627	10 213
Sécurité du revenu	41				
Autres	42	28 466		28 466	24 160
	43	39 093		39 093	34 373

| 51 | Rapport financier 2023 | S28 |

Non audité			Réalisations 2023		Réalisations
		Sans ventilation	Ventilation de	Total	2022
		de l'amortissement	l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET					
DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	119 994	745	120 739	62 938
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47	29 751		29 751	34 666
Tourisme	48	67 431		67 431	71 090
Autres	49				
Autres	50	41 622		41 622	33 384
	51	258 798	745	259 543	202 078
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52				
Patinoires intérieures et extérieures	53	17 843	33 290	51 133	48 103
Piscines, plages et ports de plaisance	54				
Parcs et terrains de jeux	55	95 538	12 118	107 656	71 933
Parcs régionaux	56				
Expositions et foires	57				
Autres	58	5 647		5 647	5 098
	59	119 028	45 408	164 436	125 134
Activités culturelles					
Centres communautaires	60	4 652	7 749	12 401	36 526
Bibliothèques	61	12 542	3 255	15 797	15 031
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62	95 530	1 663	97 193	33 328
Autres ressources du patrimoine	63				.,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
Autres	64	9 515		9 515	8 426
	65	122 239	12 667	134 906	93 311
	66	241 267	58 075	299 342	218 445

| 52 | Rapport financier 2023 | S28 |

	Réalisations 2023		Réalisations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
67				
68	42 154		42 154	7 241
69	852		852	852
70				
71	8 264		8 264	17 658
72	51 270		51 270	25 751
73				
74	436 742	(436 742)		
	68 69 70 71 72	de l'amortissement 67 68	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement Ventilation de l'amortissement Total 67 42 154 42 154 69 852 852 70 71 8 264 8 264 72 51 270 51 270

| 53 | Rapport financier 2023 | S28 |

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité d'Inverness | 32058 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11
Autres renseignements	
Questionnaire	12

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	53 775	
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 408 830	114 832
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	18 736	13 016
Aires de stationnement	9		2 100
Parcs et terrains de jeux	10	49 726	81 695
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	39 441	2 992
Édifices communautaires et récréatifs	14		183 460
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	123 483	240 508
Ameublement et équipement de bureau	18	9 052	8 135
Machinerie, outillage et équipement divers	19	29 406	36 687
Terrains	20	21 132	1 102
Autres	21		
	22	1 753 581	684 527

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	53 775	
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	1 477 292	211 643
Infrastructures pour nouveau développement			
(ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	222 514	472 884
	12	1 753 581	684 527

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme	1				
Excédent de fonctionnement affecté Réserves financières et fonds réservés Fonds d'amortissement	2 3 4				
Montant à la charge D'une partie des contribuables ou des municipalités membres De l'ensemble des contribuables ou	5				
des municipalités membres De la municipalité (Société de	6	426 900	226 726	77 700	575 926
transport en commun)	7 8	426 900	226 726	77 700	575 926
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) Débiteurs Gouvernement du Québec					
et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismos municipaly	9 10 11		648 374		648 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux			648 374		648 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués	10 11		648 374		648 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers	10 11 12 13				648 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	10 11 12 13 14 15		648 374 648 374		648 374 648 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre	10 11 12 13 14 15 16 17		648 374 648 374 250 000		648 374 648 374 250 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	10 11 12 13 14 15 16 17	426 000	648 374 648 374 250 000 898 374	77 700	648 374 648 374 250 000 898 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs Autres	10 11 12 13 14 15 16 17 18	426 900	648 374 648 374 250 000	77 700	648 374 648 374 250 000 898 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	10 11 12 13 14 15 16 17	426 900	648 374 648 374 250 000 898 374	77 700	648 374 648 374

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 474 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	432 798
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	54	
	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	649 274
Débiteurs	8	648 374 250 000
Autres montants Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	9	250 000
Autres	10	
•	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 008 724
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		
organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	1 008 724
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	35 952
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	1 044 676
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à		
long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-		
part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 044 676
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité	_	
(inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux		
centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à		
la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences		
d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audite		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	15 544	11 044
Évaluation	2	88 818	78 850
Autres	3	35 177	21 870
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	186 570	168 538
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8	16 454	16 807
Transport collectif	9	30 032	15 671
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13	37 226	26 861
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16	1 151	1 110
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et			
développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	46 677	22 505
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	23 039	28 310
Autres	21	4 601	4 318
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	8 108	4 903
Activités culturelles	23	5 515	4 426
Réseau d'électricité	24		
	25	498 912	405 213

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 743 285	684 527
Frais de financement	4	10 296	
Autres	5		
	6	1 753 581	684 527

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	1,08	35,00	1 960,00	66 987	18 994	85 981
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,68	32,00	6 129,50	186 060	45 395	231 455
Cols bleus	4	4,98	40,00	10 359,39	307 213	59 517	366 730
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs							
(transport en commun)	7						
	8	9,74		18 448,89	560 260	123 906	684 166
Élus	9	7,00			35 871	3 174	39 045
	10	16,74			596 131	127 080	723 211

^{1.} Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

|8|

^{2.} En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement ARTM/MRC/						Total
		Fonctionnement	Investissement	du Canada	Municipalités/ Communautés métropolitaines					
Transport en commun	1									
Eau et égout										
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2									
Réseau de distribution de l'eau potable	3									
Traitement des eaux usées	4		19 516	44 350		63 866				
Réseaux d'égout	5									
Autres	6	545 472	976 893	226 039	39 701	1 788 105				
	7	545 472	996 409	270 389	39 701	1 851 971				

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	49 375	22 195
Enlèvement de la neige	11		618
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	49 375	22 813
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	1 895	2 938
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
7.000	26	1 895	2 938
Santé et bien-être		1 000	2 000
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
Tuttoo	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
, 101.00	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
/ tutios	39		
Réseau d'électricité	40		
- Incorat a discillation	41	51 270	25 751
	41	31 210	20 / 01

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gervais Pellerin	1.1	Maire	8 138	4 051	11 396	5 697
Stéphanie Gauthier	1.2	Conseiller	2 241	1 117		
Roger Côté	1.3	Conseiller	2 838	1 390		
Marc Champagne	1.4	Conseiller	2 672	1 273		
Geneviève Marchand	1.5	Conseiller	2 881	1 429		
Jacques Pelchat	1.6	Conseiller	2 943	1 351		
Kévin Champagne	1.7	Conseiller	2 752	1 312		

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Non audité		OUI	NON
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		280 000 \$
Les	questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
2.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X	
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3		20 798 \$
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	Х	
4.	Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
	Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille	5		\$
	d'investissement	6		\$
	Ligne 3 : Autres revenus	7		\$
	Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8		\$
	Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9		\$
	Ligne 7 : Autres créances douteuses	10		\$
	Ligne 9 : Autres charges	11		\$
	Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		\$
	Ligne 13 : Placements de portefeuille	13		\$
	Ligne 14 : Débiteurs	14		\$
	Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15		\$
	Ligne 16 : Provision pour moins-value	16		\$
	Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17		\$
	Ligne 20 : Revenus reportés	18		\$
	Ligne 21 : Dette à long terme	19		\$
	Ligne 24 : Libres	20		\$
	Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21		\$
	Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22		\$
	Montant des pardons de prêts constatés Solde cumulatif au début de l'exercice	22		ሶ
	Constatés au cours de l'exercice	23 24		\$
	Solde cumulatif à la fin de l'exercice			
		25		\$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5.	La	municipalite a-t-elle adopte un regiement concernant les dispositions sulvantes :		
	a)	le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	26	X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	27	 \$
	b)	le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	28	X
		Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023	29	 \$
	c)	le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	30	Χ
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	31	 \$
	d)	le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	32	X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	33	 \$
6.	La	municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	34	X
		oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, ne autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	35	
		oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que durée de l'entente :		
7.	La	municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :		
	a)	du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36	X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	37	\$
	b)	du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	38	Х
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	39	 \$
8.	en	municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales apitre C-47.1)?	40	X
	Sio	oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
	a)	crédits de taxes	41	 \$
	h)	autres formes d'aide	42	\$

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023 10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du Volet entretien du réseau local (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 369 004 \$ Total des frais encourus admissibles au volet ERL: a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 351 165\$ Dépenses relatives à l'entretien d'été Systèmes de sécurité 24 061 \$ Chaussées pavées - entretien préventif 47 21 848 \$ Chaussées pavées - entretien palliatif 123 807 \$ 48 34 982\$ Chaussées en gravier - entretien préventif 49 Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 198 231 \$ Systèmes de drainage 88 828 \$ Abords de routes 25 162 \$ 516 919 \$ Total des dépenses relatives à l'entretien d'été b) Dépenses d'investissement Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 61 742\$ Dépenses relatives à l'entretien d'été 61 742 \$ c) Total des frais encourus admissibles 991 568\$ d) Description des dépenses d'investissement • Relatives à l'entretien d'hiver : Acquisition d'un camion répartie à 50 % entre la voirie été et hiver. • Relatives à l'entretien d'été : Acquisition d'un camion répartie à 50 % entre la voirie été et hiver. e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications : S/O Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications : S/O Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 : a) Numéro de la résolution 043-02-2024

b) Date d'adoption de la résolution

2024-02-13

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

de R	a municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées es mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du èglement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours inimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?	59	X
	oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :		
a)	Numéro de la résolution	60	0231-10-2019
b)	Date d'adoption de la résolution	61 _	2019-10-07
eı	èglement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale napplication de l'article 8 de la <i>Loi visant à favoriser la protection des personnes par la ise en place d'un encadrement concernant les chiens</i> (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)		
S	ignalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année		
a)	Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire	62	
b)	Nombre de signalements reçus d'un médecin	63	
	xamens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard es propriétaires ou gardiens de chiens		
c)	Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année	64	
d)	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique	65	
e)	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure	66 _	
f)	Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves	67	
g	Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient	68	
Ν	ormes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens		
h)	Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité	69	72
i)	Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg	70	
j)	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité	71	
R	èglement		
k)	La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la <i>Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</i> (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?	72	X

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille		
d'investissement	74	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	\$
Ligne 24 : Libres	88	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Non audité	OUI	NON
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».		
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2	
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	X
3.	Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4	X
	questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences IRC seulement.		
4.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5	X
5.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6	X
6.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7	X
•	uestion 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en mun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.		
7.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8	X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9	

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

X		ort financier transmis au ministère des Affa osé au conseil à la date indiquée ci-desso	ires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure us.
X	Ministère sont conformes à ce		esorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports
Х	une durée illimitée et de la ma	• .	des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour e confirme également détenir les autorisations nécessaires, odalités prévues dans la mission d'audit.
Date o	de dépôt au conseil :	2024-03-12	
Nom o	du signataire :	Marie-Pier Pelletier	
Foncti	on du signataire :	Directrice générale et greffière-trésori	
Date o	de transmission au Ministère :	2024-03-14	
	et heure de la dernière cation :	2024-03-14 08:31	

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité d'Inverness | 32058 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022	
		Budget	Réalisations	Réalisations	
Revenus					
Fonctionnement	1	3 047 174	3 243 917	2 954 948	
Investissement	2		1 191 140	192 905	
	3	3 047 174	4 435 057	3 147 853	
Charges	4	2 756 433	3 214 039	2 782 245	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	290 741	1 221 018	365 608	
Moins : revenus d'investissement	6 ()(1 191 140)(192 905)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de					
l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	290 741	29 878	172 703	
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles					
et des actifs incorporels achetés	8		436 742	420 562	
Financement à long terme					
des activités de fonctionnement	9				
Remboursement de la dette à long terme	10 (138 800)(77 700)(109 471)	
Affectations	,	, ,	, (,	
Activités d'investissement	11 (101 500)(134 859)(190 903)	
Excédent (déficit) accumulé	12	(50 441)	(66 441)	(25 141)	
Autres éléments de conciliation	13		20 032	37 947	
	14	(290 741)	177 774	132 994	
Excédent (déficit) de fonctionnement de					
l'exercice à des fins fiscales	15		207 652	305 697	

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 334 919	1 359 643
Débiteurs	2	2 261 917	1 172 571
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	4 888	10 773
	5	3 601 724	2 542 987
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	1 472 596	424 345
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	1 006 651	902 791
	10	2 479 247	1 327 136
Actifs financiers nets (dette nette)	11	1 122 477	1 215 851
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	12 812 605	11 504 176
Autres	13	69 996	64 033
	14	12 882 601	11 568 209
Excédent (déficit) accumulé	15	14 005 078	12 784 060

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 917 476	1 655 503
Excédent de fonctionnement affecté			
 Mise à niveau du terrain de balle 	2.1		5 490
Chute Lysander	2.2	16 165	23 384
Équipement à neige	2.3		115 096
	3	16 165	143 970
Réserves financières			
 Vidanges eaux usées 	4.1	25 000	15 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	125 457	75 016
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	88 598	
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	11 650	5 650
Autres			
•	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 ()()
Financement des investissements en cours	12	(182 798)	(205 128)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	12 003 530	11 094 049
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	14 005 078	12 784 060

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 008 724
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 044 676

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	575 926	426 900
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	648 374	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	250 000	
Dette en cours de refinancement / Reclassement /			
Redressement	10		
	11	1 474 300	426 900

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	3	2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	2 182 169	2 222 736	2 096 890
Compensations tenant lieu de taxes	13	10 422	7 702	8 419
Quotes-parts	14			
Transferts	15	681 411	676 578	620 181
Services rendus	16	87 798	159 441	136 842
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus				
de placements de portefeuille	17	67 374	142 333	91 964
Autres	18	18 000	35 127	652
	19	3 047 174	3 243 917	2 954 948
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		1 175 393	192 905
Autres	23		15 747	
	24		1 191 140	192 905
	25	3 047 174	4 435 057	3 147 853

SOMMAIRE DES CHARGES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2023			Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
Administration générale	1	507 735	4 377	512 112	459 714
Sécurité publique					
Police	2	159 955		159 955	150 014
Sécurité incendie	3	196 592	5 468	202 060	184 450
Autres	4	4 730	1 904	6 634	7 623
Transport					
Réseau routier	5	1 022 223	288 895	1 311 118	1 135 551
Transport collectif	6	30 032		30 032	15 735
Autres	7	16 442	684	17 126	16 000
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	35 654	76 594	112 248	121 961
Matières résiduelles	9	149 818		149 818	168 857
Autres	10	63 688		63 688	41 693
Santé et bien-être	11	39 093		39 093	34 373
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	119 994	745	120 739	62 938
Promotion et développement économique	13	97 182		97 182	105 756
Autres	14	41 622		41 622	33 384
Loisirs et culture	15	241 267	58 075	299 342	218 445
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	51 270		51 270	25 751
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	2 777 297	436 742	3 214 039	2 782 245
Amortissement des immobilisations corporelles					
et des actifs incorporels achetés	20	436 742 (436 742)		
	21	3 214 039		3 214 039	2 782 245

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	_	2023 Réalisations	2022 Réalisations
		ivealisations	11501130110113
Revenus d'investissement	1	1 191 140	192 905
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (1 753 581)(684 527)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (11 700)(10 800)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	476 726	
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	134 859	190 903
Excédent accumulé	6	126 478	312 789
	7	(1 027 218)	(191 635)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	163 922	1 270